

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la demande de Monsieur Célestin SEIGNEURIE en date du 18 février 2014, qui souhaite mettre en place devant son domicile des engins de chantier et des barrières de sécurité afin d'effectuer la réfection de la toiture de sa maison sise au 13 route de Saïx, et donc occuper temporairement le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE

Article 1. Du 20 février 2014 jusqu'à la fin des travaux, Monsieur Célestin SEIGNEURIE est autorisé à occuper le domaine public. La mise en place de barrières de sécurité sera effectuée sur le trottoir devant le n° 13 route de Saïx et nécessitera l'utilisation de 2 places de parking. La sécurisation est à la charge de Monsieur Célestin SEIGNEURIE.

Article 2. Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 3. Aussitôt après l'achèvement de l'autorisation, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des éventuelles remises en état ne devra pas excéder 45 jours.

Article 4. La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 5. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6. Monsieur le Maire de la Commune de Viviers-lès-Montagnes et le commissaire de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée et copie transmise à Monsieur le Sous-préfet ainsi qu'à la brigade de Gendarmerie.

Viviers-lès-Montagnes, le 18 février 2014

Le Maire

René SAISSI

